SYRIE

La Ligue arabe et l'ONU dénoncent les meurtres de civils

La Ligue arabe et le secrétaire général des Nations unies ont condamné les meurtres de civils en Syrie, après une nouvelle journée de violences ayant fait une cinquantaine de morts vendredi.

Ces condamnations interviennent à la veille d'une rencontre attendue à Doha entre le Comité ministériel arabe, qui a proposé sa médiation pour trouver une issue à la crise syrienne, et une délégation du régime de Damas.

«Le Comité ministériel arabe a exprimé son rejet des meurtres de civils qui se poursuivent en Syrie et l'espoir que le gouvernement syrien prendra les mesures nécessaires pour les protéger», a affirmé la Ligue arabe dans un message adressé au président Bachar al-Assad. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a demandé de son côté «la fin immédiate des opérations militaires contre les civils». «La violence est inacceptable et doit cesser immédiatement», a-t-il dit, exhortant les autorités à entreprendre «des réformes ambitieuses» pour répondre eux attentes de la population.

Le ministère syrien des Affaires étrangères s'est déclaré «étonné que le Comité arabe ait basé sa position sur les mensonges diffusés par les chaînes de télévision qui incitent» à la violence, selon un communiqué rapporté par l'agence officielle Sana.

«Le Comité aurait dû aider à calmer (les choses) et parvenir à une solution pour obtenir la sécurité et la stabilité en Syrie au lieu de raviver les dissensions», a-t-il poursuivi, assurant que le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, informerait le comité aujourd'hui à Doha «de la véritable situation en Syrie».

De nouvelles discussions sont prévues aujourd'hui au Qatar entre des responsables syriens et une délégation ministérielle de la Ligue arabe. Cette délégation avait été reçue mercredi par M. Assad, une rencontre que les ministres arabes avaient qualifiée de «franche et amicale».

Vendredi, la Syrie, secouée depuis mi-mars par un mouvement de contestation, a connu l'une des journées les plus violentes depuis des semaines, avec 36 civils tués

Photo : DR

par les forces de sécurité cherchant à disperser des manifestations, essentiellement à Homs et à Hama (centre), selon des organisations syriennes de défense des droits de l'homme.

En outre, plus d'une centaine de personnes ont été blessées et 500 autres arrêtées à travers le pays, selon le président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), Rami Abdel Rahmane.

Parallèlement, des affrontements entre l'armée et des déserteurs à Homs ont fait au moins 17 morts parmi les soldats dans la nuit de vendredi à hier samedi, selon l'OSDH, qui a fait état d'un total de plus de 40 victimes — morts ou blessés — des deux côtés.

Les militants anti-Assad avaient appelé à manifester vendredi pour réclamer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie, à l'image de la Libye, afin de donner plus de latitude à l'«armée syrienne libre», une force d'opposition armée formée essentiellement de déserteurs. Les défections et les affrontements entre soldats et déserteurs se sont multipliés ces dernières semaines.

Les violences n'ont pas cessé hier, faisant quatre morts parmi les civils dans la région de Homs, troisième ville de Syrie et l'un des foyers de la révolte.

Un jeune homme a été tué par un tireur embusqué dans le quartier Deir Balaa et deux autres ont péri quand les forces de l'ordre ont pilonné le quartier Baba Amr à la mitrailleuse lourde, a annoncé l'OSDH, basé au Royaume-Uni.

Une femme de 45 ans a par ailleurs été tuée par un tireur embusqué à Talbissé, près de Homs, selon la même source.

D'après l'OSDH, cette région «a donné 40 % des martyrs de la révolution syrienne», dont la répression depuis le 15 mars a fait, selon l'ONU, plus de 3 000 morts.

Dans le gouvernorat d'Idleb, près de la frontière turque, des centaines de soldats ont été déployés à Saraqeb et les militants sur place s'inquiétaient d'une «possible invasion militaire de cette ville», selon l'OSDH.

Par ailleurs, une société américaine spécialisée dans les moyens de censure sur internet, Blue Coat Systems, a confirmé que Damas utilisait ses produits pour bloquer les activités en ligne des opposants au régime, affirmant que des dispositifs de filtrage vendus au ministère irakien des Communications ont été mystérieusement mis en service en Syrie.

SOUDAN DU SUD

75 morts lors d'une attaque lancée par des rebelles

Soixante-quinze personnes, dont 60 rebelles, ont été tuées hier au Soudan du Sud, dans l'Etat pétrolier d'Unité, dans des combats ayant suivi une attaque lancée par une milice rebelle, a annoncé le ministre de l'Information de cet Etat (nord).

«Il y a eu une attaque par une milice vers 05h ou 06h (02h ou 03h GMT) du matin dans le district de Mayom», a déclaré Gideon Gatpan Thoar, en ajoutant que la plupart des rebelles impliqués combattaient sous la bannière de l'Armée de libération du Soudan (SSLA).

Lors de l'attaque sur la ville de Mayom, 15 civils ont été tués et 18 blessés, selon M. Thoar qui a précisé que la majorité des victimes civiles avait été tuées alors qu'«elles couraient pour s'abriter».

Quelque 60 rebelles ont ensuite été tués dans les combats avec les forces gouvernementales, qui ont duré environ une heure.

«Nous sommes en train de compter les corps, mais plus de 60 membres de la milice ont été tués et beaucoup plus blessés», a ajouté le ministre.

Parmi les morts figurent le chef rebelle Ruadheal Gatouech, selon M. Thoar.

«La situation est sous le contrôle (des forces) du SPLA (ex-rebelles, au pouvoir, ndlr). Les rebelles sont encore en train d'être chassés», a-t-il déclaré à l'AFP sept heures après l'attaque. Selon M. Thoar, la dernière grande attaque meurtrière dans l'Etat d'Unité remontait à début octobre quand une mine anti-char, enfouie vraisemblablement par un groupe rebelle, avait tué 20 passagers d'un bus.

La SSLA avait prévenu vendredi qu'elle comptait mener une «résistance violente contre le régime du gouverneur (d'Unité) Taban Deng» et appelé les agences humanitaires à quitter pour des raisons de sécurité cet Etat pétrolier d'ici une semaine.

La SSLA accuse le gouverneur Deng d'avoir «violé les droits de civils innocents», et cite en particulier l'arrestation de femmes de commandants du groupe et le vol de plusieurs centaines de vaches, essentielles pour les dots. En outre, le groupe assure que huit membres de la famille d'un commandant sont détenus dans des endroits inconnus et battus en «violation flagrante des lois internationales et de la Constitution de transition du Soudan du Sud».

M. Thoar a démenti, affirmant que «toutes ces allégations n'ont aucun fondement». Les rebelles «agissent dans le but d'interrompre le programme pacifique de désarmement et de s'emparer des armes des civils», a-t-il dit.

Selon lui, 1 000 armes ont déjà été collectées à travers ce programme, dont la moitié dans le district de Mayom.

La SSLA est une faction dissidente de la milice de Peter Gadet, un ancien officier sudiste qui s'était retourné contre ses alliés désormais au pouvoir au Soudan du Sud, indépendant depuis le 9 juillet.

Début août, Peter Gadet a signé un cessez-le-feu inconditionnel, mais la SSLA a rejeté cet accord, estimant que le chef rebelle avait été corrompu par le gouvernement sud-soudanais.

Après deux décennies de guerre civile (1983-2005, 2 millions de morts), l'ONU et d'autres programmes de déminage affirment que de nouvelles mines ont été placées depuis le début de l'année au Soudan du Sud, où des combats entre l'armée et différents groupes rebelles ont fait des centaines de morts.

SÉISME EN TURQUIE

Vers la fin des recherches, 582 morts

Les opérations de recherches menées depuis le séisme qui a frappé dimanche dernier la province turque de Van (est) et fait 582 morts, selon un nouveau bilan, touchaient à leur fin hier soir, les chances de retrouver des survivants étant désormais infimes, a-t-on indiqué de source officielle.

La dernière personne extraite vivante est un garçon de 12 ans, sauvé vendredi, 108 heures après le tremblement de terre d'une magnitude de 7,2, à Ercis, ville la plus touchée. Au total, 231 personnes ont été sauvées des gravats après le séisme, qui a fait 582 morts et plus de 2 600 blessés, selon un dernier bilan annoncé hier par le vice-Premier ministre Besir Atalay.

Il a indiqué que les travaux de recherches pour des survivants dans les décombres devaient prendre fin hier soir. «Les secouristes travaillent encore dans les ruines de quatre immeubles d'Ercis. Ce soir ce sera terminé», a-t-il devant la presse à Van, la capitale régionale.

Des travaux se poursuivaient encore à 15h GMT dans au moins deux chantiers, a indiqué la chaîne d'information NTV. Le ministre a remercié la communauté internationale «pour sa sensibilité» envers les sinistrés et affirmé que l'électricité, le gaz, l'eau courante et le réseau de télécommunication avaient été rétablis dans l'ensemble de la région.

M. Atalay a surtout demandé aux Turcs mobilisés pour les sinistrés de leur envoyer des vêtements chauds car les hivers sont particulièrement rudes dans la zone. Le ministre de l'Urbanisation, Erdogan Bayraktar, à pour sa part assuré que de nouveaux logements seraient prêts pour les rescapés d'ici septembre 2012. Et d'ici là, ils seront logés en principe dans des conteneurs et des maisons préfabriquées, a-t-il ajouté. La pluie et la neige ajoutent à la détresse des rescapés qui tentent de refaire leur vie dans des villages de toile.

A Van, les bulldozers qui ont amorcé jeudi les travaux de déblaiement après qu'un point final ait mis aux espoirs de nouveaux sauvetages dans cette agglomération, ont travaillé pendant toute la journée et ont rasé certains bâtiments lourdement endommagés qui présentaient un risque.

Et à Ercis, des pelleteuses en ont fait de même pour plusieurs immeubles dangereusement inclinés. Les secouristes tentaient d'atteindre quelques cadavres bloqués encore sous les amas de fer et de béton.

«Il n'est plus possible, à moins d'un gros miracle, de trouver des personnes en vie dans les débris, par ce froid», a expliqué sur la chaîne CNN-Türk, un secouriste et médecin turc.

L'armée accompagne depuis vendredi les camions d'aide humanitaire, après le pillage de plusieurs véhicules du Croissant-rouge turc. Dans l'ensemble du pays, les Turcs ont par ailleurs célébré samedi, dans le deuil, le 88e anniversaire de la fondation de la République le 29 octobre 1923, manifestant leur compassion à l'égard des victimes. Les traditionnelles parades militaires et les festivités ont été annulées.

Dans un discours, le président turc Abdullah Gül a critiqué le manque de contrôles du respect des normes de construction, qui explique la présence de bâtiments de «mauvaise qualité».

Plus de 5 000 immeubles se sont effondrés à Van, relançant la polémique sur le non-respect des normes sismiques et l'honnêteté des constructeurs. Face à la catastrophe, la Turquie a accepté mercredi les offres d'aide d'une douzaine de pays, dont Israël et l'Arménie, deux pays avec lesquels elle entretient des relations difficiles. Les Etats-Unis ont aussi envoyé une aide humanitaire à leur allié turc de l'Otan. Le secrétaire à la Défense Leon Panetta a ordonné vendredi l'envoi d'un avion militaire chargé d'aide à la Turquie.